



HAL
open science

Les constantes dans les changements sociopolitiques à Madagascar

François Rajaoson

► **To cite this version:**

François Rajaoson. Les constantes dans les changements sociopolitiques à Madagascar. *Kabaro, revue internationale des Sciences de l'Homme et des Sociétés*, 2014, Culture et identités : approches cliniques, sociologique et anthropologiques, VIII (12-13), pp.71-79. hal-03484857

HAL Id: hal-03484857

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03484857v1>

Submitted on 17 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES CONSTANTES DANS LES CHANGEMENTS SOCIOPOLITIQUES À MADAGASCAR

FRANÇOIS RAJAOSON
PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS
UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO

Résumé

L'évolution historique de Madagascar après son indépendance en 1960 a été jalonnée de quatre crises politiques qui ont généré des changements de régime.

Cet article présente en trois volets complémentaires les constantes rencontrées au cours de ces changements sociopolitiques.

D'abord, les pesanteurs historiques véhiculent deux constantes, à savoir la question ethnique et le poids de la religion. Ensuite les constantes résultant du décalage entre le pays réel et le pays légal se manifestent par le déphasage entre les discours officiels et la réalité vécue, ainsi que par la position ambiguë de la Communauté internationale. Enfin l'instabilité chronique au moment des changements est corroborée par l'arrivée au pouvoir de forces politiques mal préparées, et par les incertitudes récurrentes chez les nouveaux dirigeants.

Mots-clés : constante, crise, changement sociopolitique, incertitude.

Abstract

The historical evolution of Madagascar after its independence in 1960 was marked by four political crises, which have generated system change.

This paper shows in three complementary points the features which came across these social and political changes.

First, historical weights bring about two features, namely the ethnical matter and the significance of religion.

Then the result is that the legal organisation does not always match reality; these features can be observed in the gap between rhetoric and reality as well the ambiguous position taken by the International Community.

Finally, the chronic (political) instability during this period of changes is intensified by the emergence of political groups who are ill-prepared to meet this challenge and by recurrent uncertainty that is typical of some new leaders.

Keywords : features, crises, social and political change, uncertainty.

PROPOS LIMINAIRE

L'approche des constantes dans les changements sociopolitiques à Madagascar nécessite au préalable la mise en relief de quelques généralités relatives au contexte historique malgache.

L'île de Madagascar se situe dans la sous-région du Sud-Ouest de l'océan Indien; sur le plan géopolitique, elle est rattachée à l'ensemble continental constitué par l'Union Africaine.

Dans cette étude à portée limitée, il ne paraît pas opportun d'approfondir les différentes hypothèses concernant l'origine du peuplement de

Madagascar. Néanmoins, force est de souligner que l'apparition de l'homme est généralement située vers le début de l'ère chrétienne, avec les arrivées successives des groupes humains venant de la Côte Orientale d'Afrique, de l'Asie et du Golfe Persique. Le *melting-pot* résultant des apports respectifs des groupes africains et indonésiens, ainsi que des populations arabisées, explique en partie les dimensions ethniques dans l'appréhension des questions sociopolitiques à Madagascar. Toutefois, malgré cette diversité sur l'origine de son peuplement, la Grande Ile possède une unité linguistique ; en effet la langue malgache est comprise par les diverses composantes de la population, certes avec des nuances selon les variantes régionales.

L'intégration progressive de l'Ile au monde extérieur se situe entre les XVI^e et XIX^e siècles, période coïncidant avec la mise en place du système colonial moderne en Afrique. S'agissant de Madagascar, les guerres intestines entre divers royaumes, combinées avec la gestion des relations avec les Européens, y compris les missionnaires chrétiens, ont favorisé l'émergence de nouvelles classes dirigeantes dans le cadre du capitalisme naissant. Madagascar est devenue colonie française par la Loi d'annexion votée par le Parlement français le 6 août 1896 ; suite aux différentes péripéties qui ont marqué la lutte de libération nationale, l'Ile a recouvré son Indépendance le 26 juin 1960.

L'histoire post-indépendance de Madagascar est jalonnée de divers changements de régimes, consécutifs à des crises sociopolitiques. L'analyse des constantes, que l'on peut dégager à travers ces changements sociopolitiques, nous amène à la prise en compte des trois articulations complémentaires ci-après :

- les pesanteurs historiques ;
- le décalage entre le pays réel et le pays légal ;
- les incertitudes consécutives à l'avènement des nouveaux régimes

LES PESANTEURS HISTORIQUES

Compte tenu de la dynamique particulière vécue par la société malgache, des pesanteurs historiques apparaissent constamment au cours des changements sociopolitiques à Madagascar, à savoir la question ethnique et le poids de la religion.

LA QUESTION ETHNIQUE

Nous avons évoqué préalablement l'existence d'une unité linguistique à Madagascar, par ailleurs cette unité se prolonge également au plan culturel avec la présence de sous-cultures régionales.

Néanmoins, le devenir de la société malgache, résultant de l'évolution différentielle des différents royaumes, a débouché sur des groupements

humains, considérés comme partageant des valeurs communes débouchant sur des intérêts spécifiques. En outre la configuration géographique de l'île a déterminé l'implantation des populations sur les régions côtières et sur les Hautes Terres, à telle enseigne que la question ethnique et la « cause côtière » ont souvent meublé le débat dans le microcosme politique au moment des crises.

En effet, au cours de la première crise politique post-indépendance en 1972, la question ethnique émergeait. En fait, dans les premières années consécutives à l'Indépendance de 1960, une large partie des populations malgaches, qui escomptait un changement qualitatif, fut déçue par la perpétuation des structures coloniales dans la Première République (1960-1972), dirigée par le Président Tsiranana, d'origine côtière. Cette situation néocoloniale fut remise en cause par plusieurs forces sociopolitiques, comportant des partis, des syndicats, des paysans et des intellectuels. L'épicentre des mouvements de contestation d'alors se trouvait sur la « Place du 13 Mai »¹ à Antananarivo, avec une majorité de manifestants originaires des Hautes Terres ; il en résulte que la chute du Président Tsiranana, remplacé par le Général Ramanantsoa, a alimenté le débat sur la question ethnique.

Au cours du mouvement pour la démocratie en 1991-1992, qui a balayé le régime d'orientation socialiste initié par le Président Ratsiraka, la question ethnique revenait encore en surface dans les débats. En effet, dans le contexte dominé par la Guerre Froide, à partir de 1975, la II^e République dirigée par le Président Ratsiraka a opté pour la voie socialiste, en faisant voter par référendum la Charte de la Révolution socialiste malgache. Cette crise de 1991-1992 résultait de la combinaison de plusieurs facteurs endogènes et exogènes ; entre autres il convient de citer la chute du Mur de Berlin en 1989, événement qui a réduit les espoirs pour l'émergence d'une société de type socialiste en Afrique. Par ailleurs il y a eu les échos du Discours de La Baule, prononcé par le Président Mitterrand en 1990, discours qui avait posé le principe de la conditionnalité démocratique liée à l'aide française, et enfin force est d'évoquer la déception au niveau des populations à la suite des promesses de changement non réalisées.

Cette situation a débouché sur une nouvelle crise politique en 1991-1992, où le mouvement de désobéissance civile, et la grève générale cristallisée sur la « Place du 13 Mai », menés conjointement par les partis, les syndicats et les associations regroupés au sein des « Forces Vives », se sont terminés par un changement de régime.

Si le Pasteur Andriamanjato, Merina issu des Hautes Terres, fut le véritable meneur de ce mouvement populaire, le Président Zafy Albert,

¹ La « Place du 13 Mai », se trouve sur l'Avenue de l'Indépendance, au centre d'Antananarivo. Depuis 1972, cette place a été toujours le centre de plusieurs manifestations ayant secoué différents régimes.

originaire du Nord, fut poussé par les événements, en vertu des non-dits de l'histoire, pour remplacer le Président Ratsiraka. Mais il semble que les non-dits de l'histoire² n'ont pas été respectés par le Président Zafy, qui a eu deux Premier Ministre d'origine côtière (Ravony et Rakotovahiny). Cette expérience fut sanctionnée en 1996 par l'Assemblée Nationale à la suite d'une motion de censure contre le Premier Ministre Rakotovahiny (mai 1996), et par une motion d'empêchement en juillet de la même année, qui a démis de ses fonctions le Président Zafy.

Au cours de la grève générée par la contestation des élections de 2001-2002, la question ethnique demeurait encore comme toile de fond. La crise politique de 2001-2002 tirait ses sources de la contestation des élections présidentielles du 16 décembre 2001, qui ont mis en confrontation deux candidats, à saisir Didier Ratsiraka (originaire de la Côte-Est) et Marc Ravalomanana (originaire d'Antananarivo). Sans entrer dans les péripéties de cette crise, notre sujet appelle à noter la présence chronique de la question ethnique, avec la tentative d'installation de Ratsiraka à Toamasina (capitale de sa région d'origine), et l'appui apporté par les gens des Hautes Terres à Ravalomanana.

Du reste, dans la gestion de la crise récente (2009-2013), dont l'issue s'avère encore incertaine, la question ethnique constitue encore un phénomène récurrent. En 2009, les espoirs déçus au niveau de la population ont été canalisés par le mouvement TGV³ mené par Andry Rajoelina.

En l'occurrence, il est opportun de souligner que, pour la première fois, se trouvaient en confrontation deux personnalités politiques originaires des Hautes Terres, en l'espèce Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. A la suite des échecs de règlement pacifique de la crise sous l'égide de la FFKM⁴, et sur recommandation de la Communauté Internationale, on a intégré dans les négociations deux anciens présidents « côtiers ». D'où les concepts de quatre mouvances⁵ véhiculées à travers les multiples discussions.

A cet égard, les réunions de négociation, organisées en concertation avec la Communauté Internationale, ont débouché sur une « Feuille de Route » régissant le régime transitoire. Dans cette « Feuille de Route », signée le 17 septembre 2011 à Antananarivo par divers acteurs politiques, et conçue pour amener vers la sortie de crise à Madagascar, il est stipulé à l'article 5 que : « 5... Il est attendu que le Premier Ministre de consensus

² Les non-dits de l'histoire tendent à faire respecter l'équilibre régional au sommet de l'Etat à Madagascar, entre une personnalité de la côte, et une autre des Hauts-Plateaux.

³ TGV ou *Tanora Malagasy Vonona* (Jeunes Malgaches Décidés), association transformée en parti pendant la Transition.

⁴ FFKM, *Fiombonan'ny Fiangonana Kristiana Malagasy* (Conseil Œcuménique des Eglises Chrétiennes Malgaches).

⁵ Il s'agit des mouvances Rajoelina, Ravalomanana, Ratsiraka et Zafy qui furent sollicités à participer aux diverses négociations (Addis Abeba, Maputo I et II, Antananarivo).

ne peut être originaire ni de la même province, ni de la plateforme politique qui soutient le Président de la transition ».

LE POIDS DE LA RELIGION

Le poids de la religion demeure encore incontournable dans la dynamique de la société malgache. Au niveau du paysage religieux à Madagascar, il existe un syncrétisme entre les religions traditionnelles et les religions modernes introduites depuis le XIX^e siècle par les missionnaires chrétiens. Dans la présente étude, nous parlerons surtout du rôle des religions chrétiennes à travers les diverses crises politiques à Madagascar.

Comme point de repère historique relatif au problème religieux, il convient de noter la répartition tacite des grandes familles malgaches entre la religion protestante (influence anglo-saxonne) et la religion catholique (influence française).

Sous l'influence grandissante des missionnaires protestants, essentiellement issus de la L.M.S (*London Missionary Society*), en 1869 la Reine Ranavalona II et le Premier Ministre Rainilaiarivony furent baptisés et mariés chrétiennement selon les rites protestants. Ce fait historique important fut accompagné par un suivisme de la part des classes dirigeantes des Hautes Terres, ceci explique que la plupart des grandes familles Merina sont devenues protestantes. En revanche, sous l'influence de la politique coloniale française, mise en œuvre essentiellement par le Général Gallieni, plusieurs représentants des populations originaires des régions côtières sont devenus catholiques. Cette division schématique se retrouve également dans la haute sphère politique après l'Indépendance de l'île.

A ce propos, il ne paraît pas superflu de préciser que trois Présidents de la République d'origine côtière sont catholiques (Tsiranana, Ratsiraka et Zafy) ; tandis que trois autres présidents issus des Hautes Terres sont protestants (Ratsirahonana, ayant exercé les fonctions de Chef d'Etat, Ravalomanana et récemment Rajaonarimampianina).

La pesanteur de la religion est constamment prise en compte dans la distribution des postes après les différentes crises. Du reste, la FFKM (Conseil œcuménique des Eglises) a toujours joué un rôle non négligeable sur le plan politique à Madagascar.

Au cours de la récente crise (2009-2013), la FFKM fut très sollicitée comme autorité morale pour intervenir dans le cadre de la réconciliation nationale. En effet dans la « Feuille de route » régissant la Transition, il est stipulé que : « 28. Les membres de la Société civile Malgache, dont les Raiamandreny Mijoro, le FFKM, la CNOSC et le FINONA, sont chargés du suivi et du contrôle nationaux de l'application de cette feuille de route, jusqu'à la fin de la période de transition ».

Par ailleurs, il convient de souligner que le recours aux citations bibliques constitue un élément récurrent dans le paysage politique malgache, notamment au cours des crises politiques les meneurs ont pris l'habitude de galvaniser les foules en utilisant des versets de la Bible. A titre d'exemples, on peut évoquer que pendant la crise de 1991-1992, a été lancé le slogan suivant « *Ento miatraka ity firenena ity* » ou « Fais monter ce peuple », Exode 33/2 ; en outre, lors de la crise de 2001-2002, les partisans de Marc Ravalomanana ont cristallisé leurs revendications par la citation suivante : « *Aza matabotra, minoa fotsiny ihany* » ou « Ne crains pas, crois seulement », Marc 5/36.

LE DÉCALAGE ENTRE LE PAYS RÉEL ET LE PAYS LÉGAL

Le déphasage entre les discours officiels et le vécu réel des gouvernés, les déceptions consécutives aux attentes sociales non satisfaites, ainsi que les aides annoncées par les bailleurs de fonds mais non ressenties par les populations, sont autant de faits qui génèrent le décalage entre le pays réel et le pays légal, phénomène récurrent observé dans les changements politiques à Madagascar.

DÉPHASAGE ENTRE DISCOURS OFFICIELS ET RÉALITÉ VÉCUE

On sait que les acteurs politiques dans un pays (essentiellement composés des gouvernants et des partis) ont l'habitude de présenter des projets de société visant en général la justice sociale ; mais les discours officiels sont souvent en déphasage par rapport à la réalité vécue par les populations. C'est un phénomène chronique qui représente une des causes majeures des crises post-électorales, où les discours galvaudés au cours des campagnes comportent parfois des dimensions démagogiques.

En outre, les plans de développement, conçus pour faire sortir le pays de la situation de pauvreté, sont dans la plupart des cas inachevés ; par exemple la Charte de la Révolution socialiste malgache prévue pour élaborer un développement d'orientation socialiste a été abandonnée à cause des contraintes internes et externes. Par ailleurs, le MAP ou Madagascar Action Plan, inspiré des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) en vue de réduire la pauvreté, et lancé en 2007 en concertation avec les bailleurs de fonds, n'a pas atteint les résultats escomptés.

LA POSITION AMBIGÜE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Au cours des différentes crises déjà évoquées, et qui ont généré des changements politiques à Madagascar, la position ambiguë de la Communauté internationale a heurté à plusieurs reprises les attentes des populations. D'un côté, la position supposée politiquement neutre des

bailleurs de fonds n'est pas toujours suffisamment comprise par les divers acteurs politiques et les gouvernés en général. De plus, les aides financières libellées en euros ou en dollars, qui dépassent très largement le pouvoir d'achat au plan local, n'ont pas eu de retombées sur « le panier de la ménagère ».

La position équivoque de la Communauté internationale a été particulièrement observée par les uns et les autres, notamment au cours de la récente crise de 2009-2013.

Ce fait nous amène à évoquer la recherche effrénée de l'inclusion et du consensus dans la gouvernance politique de la Transition, alors que ces deux concepts demeurent difficilement conciliables au niveau des acteurs politiques en conflit.

Ces phénomènes qui tendent à se reproduire, et traduisent le décalage entre le pays réel et le pays légal, ont fait planer des incertitudes chroniques au lendemain des changements politiques à Madagascar.

LES INCERTITUDES RÉCURRENTES AU MOMENT DES CHANGEMENTS POLITIQUES

Aux constantes que nous avons visualisées dans l'analyse des différentes crises politiques à Madagascar, il semble opportun de parler des incertitudes récurrentes aux changements supposés mener vers une sortie de crise.

Après son Indépendance en 1960, Madagascar a connu quatre grandes crises de grande envergure, (1972, 1991-1992, 2001-2002, 2009-2013), ayant débouché sur des changements politiques.

En plus des éléments déjà relatés, deux autres constantes méritent d'être soulignées au moment de ces changements, dont précisément la montée au pouvoir d'une force politique mal préparée, et les incertitudes engendrées par la position des nouveaux dirigeants.

L'ARRIVÉE AU POUVOIR DES FORCES POLITIQUES MAL ORGANISÉES

Les crises sociopolitiques post-indépendance à Madagascar sont essentiellement les conséquences logiques des besoins de changement non satisfaits, et des espoirs déçus ressentis par les populations. Le contexte particulier de ces crises fût généralement caractérisé par des manifestations dirigées par des forces politiques composées d'éléments hétéroclites, dont le point de ralliement sur la « Place du 13 Mai » consistait uniquement à revendiquer le départ des autorités en place. Le phénomène récurrent observé au cours de ces situations particulières a toujours favorisé l'arrivée au pouvoir de forces politiques mal organisées et insuffisamment préparées pour gérer le pays ; en effet, à chaque sortie de crise il n'y a pas eu de parti politique muni d'un véritable projet de société, avec

une équipe cohérente car le paysage politique fut, dans de nombreux cas, le lieu de différents marchandages, accompagnés d'un phénomène de « transhumance » de la part des acteurs politiques.

A travers l'analyse de ces différentes crises, on relève alors une constante, ou une régularité tendancielle, à savoir un homme sans parti, ou issu d'un petit parti, poussé par les événements, émerge « par accident » dans les sillages des manifestations populaires, et dans la dynamique du pouvoir il s'empresse de créer un nouveau parti qui vise à être majoritaire, en vue de peser sur l'échiquier politique.

LES INCERTITUDES CHEZ LES NOUVEAUX DIRIGEANTS

Plusieurs exemples historiques ont montré les incertitudes générées par la position des nouveaux dirigeants installés au lendemain des crises à Madagascar.

La crise politique de 1972 a favorisé l'avènement du Général Ramanantsoa, officier le plus haut gradé à l'époque, mais mal préparé à exercer la magistrature suprême, et devant l'instabilité chronique consécutive aux multiples pressions, il a remis les pleins pouvoirs au Colonel Ratsimandrava le 5 février 1975 ; celui-ci fut assassiné le 11 février, soit une semaine après. Dans cette situation meublée d'incertitudes, un Directoire Militaire a dirigé le pays pendant une période transitoire qui s'est soldée par l'accession de Ratsiraka comme Président de la République en décembre 1975 ; ce dernier, officier de marine et technicien sans parti, a vite créé le parti AREMA (Avant-garde de la Révolution Malgache) pour pouvoir appliquer son projet de société cristallisé dans la Charte de la Révolution Socialiste Malgache, ou « Livre Rouge ».

Par ailleurs, on a déjà évoqué l'expérience éphémère du Président Zafy Albert, qui, dans un moment d'instabilité chronique, fut obligé de quitter le pouvoir à la suite d'une motion d'empêchement votée par l'Assemblée Nationale de l'époque.

En outre, le Président Marc Ravalomanana, qui est sorti victorieux au cours de la crise de 2001-2002, fut amené à transformer en parti son association TIM (*Tiako Madagasikara* ou J'aime Madagascar). Toutefois, mis à l'épreuve pour répondre aux aspirations populaires, il était obligé de partir à son tour sous le rouleau compresseur du mouvement TGV dirigé par Andry Rajoelina en 2009.

Pendant la dernière période transitoire (2009-2013), Andry Rajoelina, Président de la Transition, fut soumis aux pressions internes et externes orchestrées par la Communauté Internationale, à telle enseigne qu'il n'a pas pu se présenter aux élections présidentielles de décembre 2013, consultation électorale qui a débouché sur la victoire quelque peu déconcertante du Président Hery Rajaonarimampianina ; en effet celui-ci, malgré son expérience gouvernementale comme Ministre des finances de la Transition, s'est trouvé également confronté à une situation d'incer-

titudes catalysée par les diverses pressions émanant de plusieurs forces politiques. A cet égard, il convient d'évoquer le signal fort qui interpelle les nouvelles autorités (mars 2013) à la suite des hésitations concernant la nomination du Premier Ministre et la formation du Gouvernement de la IV^e République.

MISE EN PERSPECTIVE

Le thème abordé dans cette étude comporte plusieurs dimensions et constitue un sujet d'actualité brûlante. Néanmoins nous avons limité notre analyse à une approche diachronique des changements politiques après l'indépendance de Madagascar en 1960. Cette démarche nous a permis de mettre en exergue les constantes cristallisées à la fois par les pesanteurs historiques, le décalage entre le pays réel et le pays légal, ainsi que par les incertitudes chroniques observées après les crises politiques.

Au final, force est de souligner qu'à l'instar des autres pays en développement, Madagascar évolue dans le contexte actuel de la mondialisation où la prégnance du global sur le local s'avère incontournable. A ce propos, afin de pouvoir maîtriser les constantes évoquées dans cette étude, ne serait-il pas pertinent de rendre intelligibles les faits sociaux en domestiquant le global, et cela par l'adoption d'une démarche dynamique qui optimise les connaissances du passé, pour appréhender le présent, en vue de mieux engendrer le futur ?